

TABLE DES MATIÈRES

Avertissement	6
Préface	9
Avant-propos	13
Remerciements	17
Sommaire	19
Principales abréviations	21
Introduction	25

PREMIÈRE PARTIE L'EMPRISE DU DROIT COMMUN DES CONTRATS SUR LE CONTRAT DE TRANSPORT MARITIME

Titre 1. L'emprise naturelle du droit commun dans la formation du contrat de transport maritime	57
Chapitre 1. La soumission du contrat de <i>booking note</i> au droit des avant-contrats.....	61
Section 1. La réception des qualifications propres aux avant-contrats	65
I. La <i>booking note</i> , une promesse de contrat maritime de transport.....	66
A. L'inadéquation entre la <i>booking note</i> et la promesse unilatérale de contrat.....	66
B. La <i>booking note</i> , une promesse synallagmatique de contrat.....	67
II. La problématique de l'articulation de la <i>booking note</i> avec le principe promesse de contrat vaut contrat	70
A. La position de la doctrine : l'absence d'unanimité.....	70
1. Les partisans de l'application de la règle « promesse de contrat vaut contrat » au contrat de <i>booking note</i>	71
2. Les partisans de la thèse de l'avant-contrat et les indécis	73
B. Les solutions jurisprudentielles : le bras de fer entre Cours d'appel et Cour de Cassation.....	74
Section 2. L'application du régime juridique des avant-contrats.....	78
Conclusion du chapitre 1	87

Chapitre 2. La soumission du contrat de transport aux conditions de validité du droit des contrats	89
Section 1. L'application des conditions de l'article 1128 du Code civil [ex-1108]	90
Sous-section 1. Une soumission aux exigences relatives au consentement ..	91
I. L'exigence d'un échange de consentements	91
A. L'échange de consentements par voie électronique	91
1. L'expression du consentement.....	93
a. L'offre électronique de transport.....	94
b. L'acceptation électronique de transport	96
2. La rencontre des consentements : théorie de la réception ou de l'émission?	99
B. L'échange de consentement par représentation.....	101
1. La représentation du chargeur	102
a. La représentation parfaite, par le transitaire.....	102
b. La représentation imparfaite, par le commissionnaire de transport	106
2. La représentation du transporteur.....	110
a. La problématique de l'identification du transporteur contractuel.....	110
α. Exposé du problème.....	110
β. La solution : application de la théorie de l'apparence..	114
b. Les organes de représentation du transporteur.....	123
α. Le consignataire du navire, un mandataire au pouvoir spécial.....	123
β. L'agent maritime, un mandataire au pouvoir général et permanent	126
II. Le recours aux mesures de droit commun de protection du consentement	128
A. Les mesures positives de protection du consentement.....	130
1. L'exigence de l'obligation précontractuelle d'information	131
a. Une obligation imposée au chargeur.....	132
b. Une obligation imposée au transporteur	135
2. La sanction du non respect de l'information précontractuelle..	140
B. La théorie des vices de consentement	143
Sous-section 2. La soumission aux règles relatives au contenu.....	147
I. L'assujettissement du déplacement et la livraison aux conditions de possibilité et de licéité	148
A. La nécessité d'un déplacement et d'une livraison possible.....	148
B. La nécessité d'un déplacement et d'une livraison licites	150
II. L'indifférence de la détermination ou de la déterminabilité du fret sur la validité du contrat de transport?.....	151

Section 2. La soumission au principe du consensualisme.....	155
Conclusion du chapitre 2.....	161
Conclusion du titre 1.....	163

**Titre 2. L'emprise en expansion du droit commun dans l'exécution
du contrat de transport..... 165**

Chapitre 1. L'influence grandissante du droit commun dans l'exécution du contrat de transport maritime.....	169
Section 1. L'élargissement du périmètre de la liberté contractuelle.....	170
I. Les manifestations classiques de la liberté contractuelle.....	171
A. Les clauses admettant habituellement la liberté contractuelle dans le contrat de transport.....	171
1. Les clauses aménageant les obligations : les <i>liberties clauses</i>	171
a. Les clauses de déroutement et les clauses de grève	172
b. Les clauses de transbordement	175
2. Les clauses aménageant ou excluant la responsabilité du transporteur	176
a. Dans le transport des cargaisons exceptionnelles.....	177
b. Dans le transport des animaux vivants.....	178
B. Les clauses interdites	179
II. Les extensions issues des règles de Rotterdam	180
A. La consécration de la liberté contractuelle dans le contrat de volume	180
1. La notion de contrat de volume	181
a. Définition	181
b. Nature juridique	181
2. La mise en œuvre de la liberté contractuelle dans le contrat de volume.....	183
a. Conditions préalables à la liberté contractuelle.....	183
b. L'expression de la liberté contractuelle.....	184
B. La consécration de la liberté contractuelle dans les clauses les plus divers	185
1. La validité des clauses FIO/FIOS.....	185
2. Les autres clauses admettant la liberté contractuelle.....	186
Section 2. L'amplification des limites de la liberté contractuelle.....	188
I. Le jeu de l'article 1104 [ex-1134 al. 3] du Code civil.....	188
A. Les manifestations légales de l'exigence de bonne foi contractuelle.....	189
1. L'exigence du devoir de coopération au stade de la prise en charge, du chargement et du déplacement.....	191
a. Le devoir de coopération au stade de la prise en charge et du chargement	192

b. Le devoir de coopération pendant le déplacement de la marchandise	197
2. L'exigence du devoir de collaboration lors de la livraison de la marchandise	199
B. Les manifestations prétoriennes de l'exigence de bonne foi.....	203
1. L'étendue du pouvoir du juge en matière de contrôle de la bonne foi	204
a. Le contrôle de la prérogative contractuelle.....	205
b. L'interdiction d'atteinte à la substance de la créance.....	207
2. La sanction des comportements de mauvaise foi	208
a. Lors de la mise en œuvre des <i>liberty clauses</i>	209
b. Lors de la mise en œuvre des clauses de livraison sous palan et des clauses relatives au retard.....	212
II. La théorie des « suites » de l'article 1194 [ex-1135] du Code civil.....	215
A. La notion de « suites » du contrat en droit commun.....	216
B. Les « suites » ou obligations complétives appliquées au contrat de transport de marchandises	219
1. L'obligation de sécurité	219
a. L'obligation de sécurité à l'égard des biens.....	220
α. Une obligation imposée au chargeur quant aux biens du transporteur.....	220
β. Une obligation imposée au transporteur quant aux biens des ayants droit de la marchandise.....	223
b. L'obligation de sécurité à l'égard des personnes : le chargeur est-il tenu d'une obligation de sécurité à l'égard du transporteur?.....	225
2. L'obligation d'informer de l'arrivée de la marchandise : une suite du contrat.....	227
Conclusion du chapitre 1	231
 Chapitre 2. L'influence latente du droit commun dans la rupture du contrat de transport.....	233
Section 1. L'influence des mécanismes classiques de l'inexécution.....	236
I. L'application implicite de la théorie de la résolution par le contrat de transport.....	236
A. La résolution judiciaire du contrat de transport : épure de l'ancien article 1184 du Code civil.....	237
1. La résolution à la demande du transporteur.....	237
2. La résolution à la demande du chargeur.....	242
B. La rupture unilatérale du contrat de transport est-elle compatible avec l'ancien article 1184 du Code civil?.....	243
1. La compatibilité de la résiliation unilatérale avec l'ancien article 1184 du Code civil.....	245

2. La possible compatibilité de la rupture unilatérale du contrat de transport avec l'ancien article 1184 du Code civil	248
II. L'application explicite de la théorie des risques par le contrat de transport.....	253
A. En cas de force majeure survenue avant le départ du navire : article 31	255
B. En cas de force majeure survenue en cours de voyage : article 46	257
Section 2. L'apport de la réforme du droit des contrats	260
I. L'extension et l'encadrement du mécanisme de l'exception d'inexécution	261
II. La réduction du prix : une sanction applicable au contrat de transport maritime?.....	264
Conclusion du chapitre 2.....	269
Conclusion du titre 2.....	271
Conclusion de la première partie.....	273

SECONDE PARTIE

L'AFFRANCHISSEMENT DU CONTRAT DE TRANSPORT MARITIME DU DROIT COMMUN DES CONTRATS

Titre 1. Le contrat de transport maritime de marchandises : un contrat tripartite <i>sui generis</i>.....	281
Chapitre 1. L'intégration singulière du destinataire au contrat de transport maritime	283
Section 1. L'inadaptation des fondements tirés des exceptions à l'effet relatif des contrats	285
I. L'inadaptation du fondement de la stipulation pour autrui	286
A. L'insuffisance du mécanisme classique de la stipulation pour autrui.....	286
B. Les lacunes de la conception renouvelée de la stipulation pour autrui.....	289
II. L'inadéquation des autres fondements dérogatoires de l'effet relatif ..	293
A. L'incohérence de la conception du contrat de transport en une « opération juridique à trois personnes de type parfait »	294
B. L'inadéquation de la promesse de porte-fort	298
1. La thèse de M ^{me} Rémond-Gouilloud	299
2. Les incohérences de la thèse de M ^{me} Remond-Gouilloud	300
Section 2. Le procédé original d'adhésion, fondement de l'intégration du destinataire	306
I. Le contrat initial entre le chargeur et le transporteur, une offre d'adhérer adressée au destinataire	307

A. Le rejet de la théorie de l'offre unilatérale de contrat pour autrui..	307
1. L'argumentation de M. J.-P. Tosi.....	308
2. Les critiques de la solution proposée.....	309
B. La pertinence de la théorie de l'offre collective d'adhérer.....	311
1. La proposition de M. F. Petit.....	311
2. L'apport de la thèse de M. Petit.....	315
II. La singularité de l'adhésion du destinataire	316
Conclusion du chapitre 1	321
Chapitre 2. La protection particulière du consentement du destinataire	323
Section 1. L'opposabilité limitée des clauses du contrat au destinataire	324
I. Une technique prétorienne de renforcement du consentement du destinataire	325
A. Le critère de renforcement du consentement: l'économie du contrat.....	326
B. L'utilité du critère retenu pour la protection du consentement du destinataire.....	330
II. Une technique singulière au destinataire au contrat de transport maritime	333
Section 2. La remise en cause critiquable du renforcement du consentement pour les clauses de juridiction et d'arbitrage.....	337
I. L'excellente solution de la Chambre commerciale de la Cour de cassation avant 2008 : l'exigence du consentement spécial du destinataire	340
II. La dérive de la Chambre commerciale de la Cour de cassation depuis 2008.....	349
A. L'abandon direct de l'exigence du consentement spécial pour les clauses de juridiction.....	350
B. L'abandon indirect de l'exigence du consentement spécial pour les clauses compromissoires.....	366
Conclusion du chapitre 2.....	375
Conclusion du titre 1	377
Titre 2. La spécificité du système de responsabilité du transporteur maritime de marchandises.....	379
Chapitre 1. La remise en cause de la distinction entre responsabilité contractuelle et responsabilité délictuelle	383
Section 1. L'indifférence du fondement de l'action sur le régime de responsabilité	384
I. L'incohérence du droit commun : la soumission des actions délictuelles au régime délictuel.....	385

II. La spécificité de la responsabilité du transporteur : la soumission des actions délictuelles au régime contractuel.....	392
A. Une soumission largement consacrée pour les actions contre le transporteur contractuel	393
B. Une soumission édulcorée pour les actions contre le transporteur de fait.....	398
Section 2. L'indifférence du fondement de l'action sur le régime de la prescription	402
Conclusion du chapitre 1	407
Chapitre 2. L'allègement de la responsabilité du transporteur maritime	409
Section 1. L'éviction du principe de la réparation intégrale.....	409
I. L'emprise du principe de la limitation de responsabilité	411
A. Le plafonnement légal de l'indemnité de réparation : une limite explicite à la réparation intégrale	411
B. L'incertitude dans la détermination du montant de la réparation : une limite implicite à la réparation intégrale.....	413
1. La pluralité des indices de plafonnement de l'indemnité de réparation	414
2. L'imprécision des notions de colis et d'unité.....	416
II. La difficile remise en cause du droit de limiter le montant de la réparation	420
A. L'exclusion de la limitation par des stipulations contractuelles : une limite presque théorique.....	421
B. La déchéance du droit à limitation : une limite difficile à mettre en œuvre.....	425
1. Le maintien de la conception classique du dol.....	426
2. L'influence de l'appréciation <i>in concreto</i> de la faute inexcusable... ..	429
Section 2. L'assouplissement singulier du système d'exonération du transporteur.....	437
I. La consécration d'une kyrielle de cas exceptés originaux.....	437
A. Les cas exceptés relatifs aux événements extérieurs non imputables au transporteur.....	439
B. Les cas exceptés inhérents à l'entreprise du transporteur	446
1. L'incendie	446
2. L'innavigabilité du navire et les vices cachés	447
3. Le sauvetage ou la tentative de sauvetage	448
4. La faute nautique.....	449
II. L'inopportunité du maintien de certains cas exceptés	451
Conclusion du chapitre 2.....	453
Conclusion du titre 2	455
Conclusion de la seconde partie	457
Conclusion générale.....	459

Bibliographie	461
Index alphabétique	535
Table des matières	541